
4. La naissance de la démocratie moderne

Les mots en **gras** sont définis dans le glossaire.

La révolution anglaise (1642-1649 et 1688)

Les premiers pas vers la démocratie moderne s'accomplissent au cours du soulèvement populaire contre la **monarchie** absolue anglaise. Ce mouvement de protestation se manifeste, de 1642 à 1644, par une guerre civile qui oppose les bourgeois puritains parlementaristes, ou « têtes rondes », à l'ordre anglican traditionnel. Vaincu en 1644, le roi Charles 1^{er} est exécuté en 1649. La **république** de Cromwell, qui succède à la monarchie de 1649 à 1658, n'a encore rien de démocratique. Elle aboutit d'ailleurs rapidement à un retour de la monarchie avec Charles II, dont le règne s'étend de 1660 à 1685. Cependant, le soulèvement de 1642, première étape d'une longue évolution vers la démocratie, ébranle sérieusement l'**absolutisme** anglais. Il faut attendre la **Glorieuse Révolution** de 1688 pour que l'absolutisme disparaisse enfin.

Le pouvoir absolu du roi remis en question

En Angleterre, le XVII^e siècle en est un de transformations sociales profondes. Au début de ce siècle, la supériorité de la flotte anglaise assure un commerce maritime très important dans ce pays. De plus, son industrie du textile est sur le point de devenir plus prospère que celles des Pays-Bas et du nord de la France. D'ailleurs, au cours de cette période apparaît en Angleterre une classe de nouveaux riches, la *parish elite* (bourgeoisie). La bourgeoisie anglaise s'enrichit et contrôle le Parlement, qui s'oppose au pouvoir absolu du roi.

La noblesse, pour sa part, voit son pouvoir affaibli par la **guerre des Deux Roses** et se retrouve sans privilège juridique concret. C'est pourquoi elle délaisse son rôle traditionnel pour se lancer dans l'activité commerciale. Le mouvement des **enclosures** est représentatif de cette tendance : afin de pratiquer l'élevage commercial, les propriétaires terriens ferment l'accès des terrains communaux, mettant ainsi fin à une tradition millénaire. Or, en clôturant les terrains, ils condamnent des milliers de paysans à la famine.

La doctrine **calviniste**, qui fait naître un puritanisme religieux, remet en question le pouvoir établi, car elle offre la liberté morale à quiconque se croit élu. De ce fait, la grâce de Dieu peut se manifester dans le succès, le pouvoir et la richesse. En outre, elle est accordée aux personnes de toutes origines sans distinction. L'idée selon laquelle la grâce divine est offerte de

façon inconditionnelle se nomme l'**antinomianisme**. Il s'agit d'une doctrine qui exclut toute notion de péché ainsi que toute justification des inégalités sociales et du pouvoir exercé par quelques-uns sur les autres. La doctrine antinomianiste se répand rapidement au XVII^e siècle, si bien qu'une révolution a lieu en 1642. Celle-ci est déclenchée par des groupes politiques radicaux appelés les *levelers* (niveleurs) et les *diggers* (creuseurs). Pour eux, l'édifice politico-religieux qui soutient la **monarchie** et l'**aristocratie** est une fable et une **usurpation** du pouvoir. Leur programme rend compte de leurs opinions politiques : ils exigent l'abolition de la monarchie et de la propriété privée, le suffrage **universel** pour tous les citoyens, le retour à la vie en **autarcie** et l'interdiction des *enclosures*.

Pour contrer cette révolution égalitariste, l'élite anglaise élabore la *convenant theology*. En vertu de cette doctrine, la relation entre Dieu et l' élu consiste en une sorte d'échange : Dieu se charge du salut des hommes, les hommes se chargent d'appliquer sur terre sa loi. Cette doctrine présente l'avantage de concilier le rôle de la volonté humaine et la toute puissance divine. La *convenant theology* convient fort bien à la bourgeoisie anglaise, car elle offre la justification d'une inégalité sociale par le fruit d'un honnête travail. La bourgeoisie anglaise a donc le droit d'exister, de s'enrichir et de gouverner au Parlement avec la sanction de Dieu. Toutefois, pour que la bourgeoisie puisse jouir de ces privilèges, le pouvoir absolutiste du roi doit être aboli. C'est d'ailleurs ce refus de l'**absolutisme** qui est l'objet de la guerre civile de 1642 et de la Glorieuse Révolution de 1688.

La guerre civile de 1642

En 1637, la tentative de Charles 1^{er} d'imposer la **liturgie** anglicane aux **presbytériens** écossais poussent ceux-ci à la révolte. Ils lèvent une armée pour occuper, en 1640, le nord de l'Angleterre. Le 3 novembre 1640, Charles 1^{er} convoque le Parlement (qui alors porte le nom de Long Parlement) afin de ramasser l'argent nécessaire pour lutter contre les Écossais. En échange de son aide, le Long Parlement exige des réformes et met en accusation deux conseillers du roi soupçonnés d'être responsables de sa politique absolutiste. Condamnés pour trahison, Thomas Wentworth (comte de Stratford) et William Laud (archevêque de Canterbury) sont décapités.

Le Long Parlement ne se contente pas de ces dernières demandes. Le 1^{er} décembre 1641, ses membres se mettent d'accord sur les actes à reprocher au roi. Le Long Parlement rédige ainsi la « Grande Remontrance », un exposé de griefs contre le roi. Il exige en outre le contrôle du choix des ministres, qui représentent le **pouvoir exécutif**. La rupture entre le roi et son Parlement devient inévitable. En 1642, Charles 1^{er} pénètre dans le Parlement pour tenter d'arrêter cinq députés, dont John

Pym et John Hampden. Cela provoque un soulèvement à Londres, ce qui oblige le roi à se réfugier à Oxford. C'est ainsi que la guerre civile éclate.

En 1643, le Long Parlement s'assure du soutien de l'armée écossaise. Le Long Parlement compte alors comme membre influent Oliver Cromwell (1599-1658), un puritain intolérant mais doué d'un réel talent politique et militaire. Celui-ci, animé d'un redoutable fanatisme religieux, lève un régiment de cavalerie baptisé *Ironsides* (les côtes de fer) et défait les royalistes le 2 juillet 1644 au cours de la bataille de Marston Moor. L'année suivante, James Graham, marquis de Montrose, rallie les clans des Highlands à la cause du roi Charles 1^{er}. Cromwell est alors chargé d'écraser les forces royalistes, ce qu'il fait lors de la bataille de Naseby le 14 juin 1645. La première phase de la guerre civile s'achève en avril 1646 lorsque les Écossais livrent Charles 1^{er} au Parlement en échange d'une rançon.

De 1646 à 1649, des **idéologies** plus égalitaires se développent et menacent le pouvoir de la bourgeoisie du Parlement. Les *niveleurs* de John Lilburne tentent sans succès de rallier à leur cause les principaux protagonistes de la révolution. Alors que les débats politiques et religieux font rage au Parlement, Charles 1^{er} s'évade de Londres et réussit à conclure une alliance avec les presbytériens écossais. En 1648, une armée écossaise envahit l'Angleterre, pour toutefois être battue à Preston. Défait, le roi est amené à Londres. Cromwell débarrasse le Long Parlement de ses opposants pour ne garder que les puritains, qui formeront désormais le « Parlement croupion ». Il fait juger le roi par un haut tribunal de justice, qui le déclare coupable de haute trahison. C'est ainsi que, le 30 janvier 1649, Charles 1^{er} est décapité. Le Parlement croupion abolit non seulement la royauté mais également la Chambre des lords. De cette façon naît la **république** d'Angleterre, ou Commonwealth, approuvée par Cromwell. Aussi, bien que ce dernier ait toujours refusé de se faire couronner, il n'hésite pas à se faire nommer lord-protecteur à vie de la république d'Angleterre le 16 décembre 1653. Finalement, Cromwell, devenu impopulaire, meurt le 3 septembre 1658 et est enterré à l'abbaye de Westminster. Son fils Richard, qu'il a désigné comme son successeur, doit abandonner le pouvoir en 1659. Les bourgeois du Parlement décident alors de rappeler Charles II pour en faire leur roi. Cependant, quand celui-ci revient en 1660, il est loin de jouir du même pouvoir que son père. Le véritable pouvoir réside désormais au Parlement.

Une période transitoire

Charles II règne de 1660 à 1685. Bien qu'il souhaite le pouvoir absolu et qu'il est favorable au catholicisme, il est un homme de compromis. Il se montre toutefois hostile à la bourgeoisie de Londres, qui prétend concilier la recherche de l'argent et le souci de l'au-delà. De même, Charles II s'oppose à la noblesse capitaliste qui fait clôturer ses terres, interdisant ainsi aux pauvres d'y mener leurs bêtes en pâturage. Pourtant, il se doit de composer avec le Parlement, car le système électoral est tel que la bourgeoisie capitaliste (*gentry*) domine à la Chambre des communes. Vers 1680, on les nomme les « whigs » (brigands écossais), tandis que leurs adversaires issus des milieux anglicans et ruraux traditionnels sont appelés les « tories » (insurgés irlandais). Charles II et la majorité du Parlement s'affrontent alors à propos de la prérogative royale. Le Parlement se montre ferme en refusant au roi des crédits militaires. Par ailleurs, en 1673, le Parlement vote une loi, le *Bill of Test*, qui prétend exclure les non-anglicans de toute fonction administrative ou militaire. En 1679, il vote l'**habeas corpus**, dirigée contre l'arbitrage royal. Par cette institution, toute personne arrêtée doit être présentée dans les 24 heures à un juge. Parfois aigu, le conflit entre le roi et la majorité du Parlement ne dépasse pas certaines limites. En 1685, Charles II meurt.

La Glorieuse Révolution de 1688

Après la mort du roi, la situation politique et religieuse en Angleterre s'envenime. Le catholique Jacques II, qui succède à son frère Charles II en 1685, s'aliène rapidement l'opinion publique par des mesures impopulaires. L'immense majorité des Anglais ne peuvent admettre que le roi tente de replacer l'Église d'Angleterre dans le giron catholique. De plus, la bourgeoisie est violemment hostile à toute tentative de restaurer le pouvoir absolutiste. Elle juge inadmissible que le roi dispense certains de ses sujets de l'obéissance au *Bill of Test* et qu'il se proclame lui-même au-dessus de la loi. Les jours de Jacques II sont comptés puisqu'une révolution va mettre fin à son règne.

Cette révolution est surnommée la *Glorious Revolution* (la **Glorieuse Révolution**), car elle n'engendre pratiquement pas de violence. Les opposants au roi demandent au protestant Guillaume d'Orange de s'emparer de la Couronne. Lorsque celui-ci débarque à Torkay avec une armée anglo-hollandaise le 5 novembre 1688, Jacques II se réfugie en France auprès de Louis XIV. En janvier, le Parlement déclare le trône vacant. Il l'offre à Guillaume et à son épouse Marie Stuart, à la condition qu'ils jurent de respecter la Déclaration des droits. Il s'agit d'un texte qui résume les droits reconnus aux Anglais et selon lequel le souverain ne peut établir l'**absolutisme**. Ainsi, il est interdit au roi de suspendre des lois, d'empêcher leur exécution et d'ériger une juridiction d'exception. Il ne peut pas non plus percevoir d'argent ou entretenir une armée sans le consentement du Parlement.

Cette révolution sans effusion de sang est un succès : elle assure la **souveraineté** au Parlement et la prospérité en Angleterre. L'institution du régime constitutionnel est une victoire de la démocratie sur l'absolutisme. Le **parlementarisme britannique** est né.